

Chômage partiel : la fausse bonne promesse du Premier Ministre aux associations à but non lucratif en pleine pandémie.

Les associations à but non lucratif percevant des aides publiques sont des entreprises comme les autres parce qu'elles ont des salariés qu'il faut payer chaque mois sans compter les charges afférentes.

L'Institut de Gérontologie Sociale est une association caritative d'aide médico-sociale et psychologique de soutien aux personnes âgées, vulnérables et en particulier concernées par l'isolement et la solitude.

Cette association œuvre depuis près de 30 ans et a, heureusement, en particulier développé des partenariats avec des groupes du secteur privé en agissant tant comme acteur de proximité (actions de prévention, groupes de parole, service écoute social des personnes isolées et en souffrance) qu'au plan national avec des missions de recherche-action, notamment sur l'exclusion, la préservation du lien social, l'illectronisme, l'organisation de manifestations annuelles type colloques, conférences sur le Bien-vieillir ensemble, la publication d'ouvrages de référence ou encore et surtout, un ensemble de guides relevant du bien-vieillir.

La crise que connaît actuellement notre société met en danger nombre d'associations qui viennent d'apprendre qu'étant à but non lucratif et recevant des subventions des pouvoirs publics mêmes très modestes, en réduction permanente, chaque année et versées dans des délais qui excèdent le plus souvent 6 à 8 mois, elles ne sont pas éligibles pour la politique annoncée du Gouvernement en matière de chômage partiel.

C'est le cas de l'IGS qui s'est vu notifier cette décision par la DIRECCTE le 29 mars 2020 via l'expert-comptable de notre Association.

Ceci met en difficulté financière notre association qui est plus que jamais engagée sur le front de la lutte contre l'isolement et la solitude à l'occasion de la pandémie liée au CODIV 19 ; ceci comme je l'ai indiqué dans un message récent aux salariés et bénévoles intervenant chaque jour : « En cette période de mobilisation, je remercie tous les bénévoles (issus de la société civile et de l'ex Master Action Gérontologique et Ingénierie Sociale d'Aix Marseille Université) d'avoir répondu présents et d'être toujours fidèles aux valeurs éthique et de solidarité enseignées. Nous sommes désormais près d'une vingtaine, voire plus, à lutter chaque jour contre l'isolement et le sentiment de solitude de nos aînés aggravés par la crise en cours de développement; une chaîne fraternelle ».

Il ne s'agit pas comme le stipule le refus de la DIRECCTE, « d'une activité économique » mais en cette période troublée, les valeurs liées au maintien du Lien social sont également une priorité pour le maintien de l'équilibre global de notre société.

Nous pensons que l'État est bien heureux d'avoir des milliers de petites fourmis modestes au labeur au quotidien dans le tissu social, surtout dans ce type de crise où l'érosion gagne autant les groupes que les individus et que ne pas mesurer ce danger serait une fois de plus, une incapacité mentale à anticiper une catastrophe d'un autre ordre.

Il y a eu un avant dans nos actions avec nos partenaires, il y a un pendant qui est la lutte que nous menons actuellement pour préserver le lien social et la solidarité humaine. Il faut également pouvoir se projeter dans l'avenir en ne craignant pas l'après de la crise et ses conséquences économiques et financières mais également en matière d'emploi.

La décision de ne pas aider les associations caritatives qui perçoivent une aumône de l'État ou de ses ramifications sur place, est une grande erreur.

Sur ce sujet, je ne voudrais pas qu'il y ait confusion sur ma démarche.

Mon billet d'humeur ne vise pas seulement à défendre l'Institut car celui-ci poursuivra son combat contre l'isolement, la solitude et les souffrances qui leurs sont liées, quoiqu'il arrive.

Le volume de bénévoles de tous horizons qui nous rejoint depuis le début de cette crise renforce notre conviction en la matière.

Je sais bien que certaines associations comme par exemple celles du secteur du handicap, produisent des services économiques, les facturent et de ce fait ont une activité économique mais je m'élève à l'occasion de ce programme de chômage partiel, sur le maintien de la primauté de l'économique sur le social et je dirais mieux le psycho-social.

Cela était déjà le cas il y a quelques années quand le Ministère du travail qui voulait créer des emplois à tout prix (en envoyant chez des personnes fragiles et dépendantes, des personnes aussi fragiles et déstructurées) s'opposait au Ministère des affaires sociales ou de la solidarité qui y voyait là, un risque de fragilisation de la qualité des services rendus au domicile: l'économique contre le social avec à l'arrière-plan la santé et son coût en terme d'effets pervers induits.

Un certain nombre d'élus estiment déjà que la fracture sociale va s'aggraver et que quand tout sera fini (un jour mais quand ?) nous aurons peut-être à faire à un risque d'explosion sociale beaucoup plus grave que les gilets jaunes.

La primauté de l'économique nous a menés à la gestion actuelle de la crise. Ne pas prendre en compte le travail non économique fourni par ceux qui colmatent les brèches des inégalités sociales durant cette crise qui va durer, est, je le répète, une erreur à dénoncer, non pour des raisons politiques (car mon seul courant politique c'est l'Humain) ou autres, mais uniquement pour le bien de notre société qui va très mal.

Marseille, le 8 avril 2020

Pr. Philippe PITAUD

Président de l' Institut de Gérontologie Sociale

pitaudphilippe@gmail.com

igs-marseille@wanadoo.fr

Professeur honoraire Aix Marseille Université

Département des neurosciences

site Web: www.igsmarseille.fr

<https://www.facebook.com/igsmarseille/>